

SA HOTELIM

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2021

SA HOTELIM

9-11-13 avenue Myron Herrick
75008 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HOTELIM SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation et les créances rattachées aux participations détenus par votre société sont évalués selon les méthodes présentées au paragraphe « Immobilisations financières » page 7 de l'annexe.

A ce titre, sur la base des informations disponibles à ce jour, nous avons vérifié le caractère approprié et la correcte application des approches retenues par votre société ainsi que la cohérence et la pertinence des données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la gérance et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 20 mai 2022

Le commissaire aux comptes
PKF Arsilon Audit France



Laurent DELCOURT

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	6 861	6 861		308	- 308
Fonds commercial	262 179		262 179	262 179	
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions	13 058	11 866	1 192	2 497	- 1 305
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 245	2 245			
Autres immobilisations corporelles	206 291	183 609	22 682	52 628	- 29 946
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	14 135 146	1 573 064	12 562 082	12 762 082	- 200 000
Créances rattachées à des participations	7 292 357	1 764 463	5 527 894	7 013 883	-1 485 989
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	31 500		31 500	31 365	135
TOTAL (I)	21 949 637	3 542 107	18 407 530	20 124 944	-1 717 414
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés	226 079		226 079	412 293	- 186 214
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs					
. Personnel					
. Organismes sociaux	288		288	284	4
. Etat, impôts sur les bénéfices	277 572		277 572	410 743	- 133 171
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	64 078		64 078	121 711	- 57 633
. Autres	6 093 700		6 093 700	5 300 296	793 404
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement	1 000 000		1 000 000	1 010 420	- 10 420
Disponibilités	6 050 621		6 050 621	5 482 768	567 853
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Charges constatées d'avance	3 404		3 404	2 532	872
TOTAL (II)	13 715 743		13 715 743	12 741 045	974 698
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	35 665 379	3 542 107	32 123 272	32 865 989	- 742 717

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 7 764 104)	7 764 104	7 764 104	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	10 266 806	10 266 806	
Ecarts de réévaluation			
Réserve légale	679 636	620 019	51 617
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau	1 547 669	560 950	986 719
Résultat de l'exercice	-379 437	1 038 336	-1 417 773
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	19 878 778	20 258 215	- 379 437
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	103 596	98 986	4 610
TOTAL (III)	103 596	98 986	4 610
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	11 735 588	11 851 505	- 115 917
. Découverts, concours bancaires	566	427	139
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	9 171	6 563	2 608
. Associés	37 939	32 215	5 724
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	255 214	247 187	8 027
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	5 010	3 037	1 973
. Organismes sociaux	43 034	47 491	- 4 457
. Etat, impôts sur les bénéfices	6 615	6 414	201
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	37 680	63 909	- 26 229
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	9 551	11 331	- 1 780
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	531	238 709	- 238 178
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	12 140 899	12 508 788	- 367 889
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif(V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	32 123 272	32 865 989	- 742 717

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	554 238		554 238	372 109	182 129	48,95
Chiffres d'affaires Nets	554 238		554 238	372 109	182 129	48,95
Production stockée						
Production immobilisée			3 217	3 217		0,00
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges						
Autres produits			11	13	- 2	-15,38
Total des produits d'exploitation (I)			557 466	375 339	182 127	48,52
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				4 096	- 4 096	-100
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			840 677	814 138	26 539	3,26
Impôts, taxes et versements assimilés			34 882	20 491	14 391	70,23
Salaires et traitements			326 477	365 287	- 38 810	-10,62
Charges sociales			134 396	149 778	- 15 382	-10,27
Dotations aux amortissements sur immobilisations			22 495	29 863	- 7 368	-24,67
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges			4 610	5 856	- 1 246	-21,28
Autres charges			1 625	167	1 458	873,05
Total des charges d'exploitation (II)			1 365 163	1 389 675	- 24 512	-1,76
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-807 696	-1 014 336	206 640	20,37
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations				2 849 600	-2 849 600	-100
Produits des autres valeurs mobilières et créances			107 485	84 848	22 637	26,68
Autres intérêts et produits assimilés			72 517	70 039	2 478	3,54
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)			180 002	3 004 486	-2 824 484	-94,01
Dotations financières aux amortissements et provisions			210 000	1 087 144	- 877 144	-80,68
Intérêts et charges assimilées			80 826	46 196	34 630	74,96
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)			290 826	1 133 339	- 842 513	-74,34
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-110 824	1 871 147	-1 981 971	-105,92
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			-918 521	856 810	-1 775 331	-207,20

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 399		3 399	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)	3 399		3 399	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		411	- 411	-100
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	54		54	N/S
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	10 134		10 134	N/S
Total des charges exceptionnelles (VIII)	10 188	411	9 777	N/S
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-6 789	-411	- 6 378	N/S
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	-545 872	181 937	363 935	200,03
Total des Produits (I+III+V+VII)	740 867	3 379 825	-2 638 958	-78,08
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	1 120 305	2 341 489	-1 221 184	-52,15
RESULTAT NET	-379 437	1 038 336	-1 417 773	-136,54
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

Annexes Légales

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total est de 32 123 272,37 Euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -379 437,47 Euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Eléments relevant de plusieurs postes du bilan
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social
- Ventilation du chiffre d'affaires net
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Engagements financiers
- Effectif moyen
- Résultat des 5 derniers exercices
- Liste des filiales et participations

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

a) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire :

- Logiciel comptable : 1 an
- Droit d'entrée franchise : 10 ans

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue, à savoir :

- Agencements & Constructions : 10 à 40 ans
- Mat. & outillages industriels : 3 à 7 ans
- Installations générales : 5 ans
- Matériel de bureaux & informatique : 5 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'usage pour le groupe. Elle est déterminée en fonction de l'actif net réestimé de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

FONDS COMMERCIAL

Le fonds commercial n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an, et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Ce test conduit à constater une dépréciation lorsque la valeur d'usage du fonds commercial est inférieure à sa valeur nette comptable.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2017-01 du 5 mai 2017, modifié par le règlement ANC N°2017-03 du 3 novembre 2017
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce 2017 et mis à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes annuels.

Intégration Fiscale

La SA HOTELIM et certaines de ses filiales constituent un groupe qui relève du régime de l'intégration fiscale. Les conventions d'intégration fiscale conclues entre la SA HOTELIM et ses filiales prévoient que chaque membre du groupe fiscal constate dans ses propres comptes la charge d'impôt qui lui est propre ou l'économie d'impôt réalisé par le groupe en cas de déficit.

La société HOTELIM est la société mère qui établit les comptes consolidés du groupe HOTELIM

Indemnités de Fin de Carrière

La méthode préférentielle consistant en la comptabilisation des I.F.C. a été appliquée.

A la fin 2020, le passif social s'élevait à	98 986 €
La dotation enregistrée dans les comptes s'élève à	4 610 €
Le passif social au 31/12/2021 est égal à	103 596 €

Les calculs ont été réalisés avec les paramètres suivants :

Méthode de calcul la méthode des unités de crédits projetées (ou méthode du prorata des droits au terme).	
Convention collective	H.C.R.
Départ à l'initiative des salariés	100%
Taux d'actualisation	0,98% contre 0,34% en 2020
Taux de progression annuelle des salaires	3% pour les Cadres
Taux de rotation du personnel	Faible pour les Cadres
Age de départ retenu	60-67 ans
Taux de charges sociales	34%
Table de mortalité	INSEE 2021

Informations complémentaires pour donner une image fidèle**Evènement principaux de l'exercice**

Le régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire pour pandémie liée au Coronavirus (Covid 19), mis en place par la loi du 31 mai 2021, jusqu'au 30 septembre 2021, prolongé une première fois par la loi du 5 août 2021 devait prendre fin le 15 novembre 2021. La loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire publiée au Journal Officiel du 11 novembre 2021 prolonge donc jusqu'au 31 juillet 2022 le régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire.

A la date d'arrêté des comptes, l'entité n'a pas connaissance de nouveaux éléments autres que ceux déjà pris en comptes dans l'évaluation des actifs et l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

L'information donnée ci-après sur les impacts de l'épidémie sur l'activité de la société porte sur les seuls effets de l'évènement jugés pertinents et non sur l'ensemble de ceux-ci, selon l'approche ciblée autorisée par l'Autorité des Normes Comptables. L'ensemble des charges et produits liés à l'épidémie ont été constatés en résultat d'exploitation, aux recommandations précitées de l'ANC.

La crise sanitaire est la principale raison de la réduction du chiffre d'affaires de la société, en recul par rapport à l'exercice 2019 mais qui est supérieur à l'année précédente, qui s'explique par des annulations et des reports de réservations compte tenu des diverses contraintes et mesures imposées par le gouvernement.

Dans ce contexte, le groupe a continué d'entreprendre toutes mesures conservatoires en vue de préserver au mieux la trésorerie (recours à l'activité partielle, report des échéances de prêts bancaires, report des échéances de loyers, sollicitation des aides financières au titre du fonds de solidarité, gel des investissements et résiliation des contrats non essentiels à l'exploitation et à la sécurité, etc.).

Le remboursement des prêts garantis par l'état débiteront au premier semestre 2022

Evènements postérieurs à la clôture :

Notre société, comme l'ensemble des sociétés qui opère dans le secteur de l'hôtellerie restauration, continue de subir les effets négatifs de la pandémie Covid-19.

Les opérations militaires en Ukraine qui ont commencé le 24 février 2022 et les sanctions prises contre la Russie constituent des événements postérieurs à la clôture qui n'ont pas d'incidence sur l'activité du groupe HOTELIM à la date d'arrêté des comptes de l'exercice clos le 31/12/2021.

Dans ce contexte, les comptes ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation.

ENGAGEMENTS FINANCIERS & AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Engagements donnés :

La SA HOTELIM a donné des garanties aux établissements financiers ayant accordés des prêts et facilités de caisse à ses filiales (ces engagements figurent globalement dans le tableau ci-dessus détaillé ci-dessous) :

Cautions sur facilité de calsse :	0 €
Cautions de prêts :	0 €
Comptes courants bloqués :	61 121 €

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	273 871		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	13 058		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	2 245		
Autres installations, agencements, aménagements	117 863		
Matériel de transport	2 982		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	168 520		1 069
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	304 667		1 069
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	22 903 492		345 794
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	31 365		135
TOTAL	22 934 857		345 929
TOTAL GENERAL	23 513 396		346 998

	Diminutions		Valeur brute Immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles		4 831	269 040	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions			13 058	
Installations techniques, matériel et outillages industriels			2 245	
Autres installations, agencements, aménagements			117 863	
Matériel de transport			2 982	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		84 143	85 447	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		84 143	221 594	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations		1 821 783	21 427 503	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			31 500	
TOTAL		1 821 783	21 459 003	
TOTAL GENERAL		1 910 757	21 949 637	

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	11 384	308	4 831	6 861
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions	10 561	1 306		11 866
Installations techniques, matériel et outillages industriels	2 245			2 245
Installations générales, agencements divers	94 639	10 976		105 615
Matériel de transport	2 298	684		2 982
Matériel de bureau, informatique, mobilier	139 800	19 354	84 142	75 012
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	249 542	32 320	84 142	197 720
TOTAL GENERAL	260 925	32 629	88 973	204 580

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	308				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions	1 306				
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements divers	10 976				
Matériel de transport	684				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	19 354				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	32 320				
TOTAL GENERAL	32 629				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions	98 986	4 610		103 596
TOTAL Provisions	98 986	4 610		103 596
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	3 127 527	210 000		3 337 527
TOTAL Dépréciations	3 127 527	210 000		3 337 527
TOTAL GENERAL	3 226 513	214 610		3 441 123
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		4 610 210 000		

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	7 292 357		7 292 357
Prêts			
Autres immobilisations financières	31 500		31 500
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	226 079	226 079	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	288	288	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	277 572	277 572	
- T.V.A	64 078	64 078	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers	5 214	5 214	
Groupe et associés	6 088 486	6 088 486	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	3 404	3 404	
TOTAL GENERAL	13 988 979	6 665 122	7 323 857
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	566	566		
- plus d'un an	11 735 588	2 053 544	9 682 044	
Emprunts et dettes financières divers	9 171	9 171		
Fournisseurs et comptes rattachés	255 214	255 214		
Personnel et comptes rattachés	5 010	5 010		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	43 034	43 034		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices	6 615	6 615		
- T.V.A	37 680	37 680		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	9 551	9 551		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	37 939	37 939		
Autres dettes	531	531		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	12 140 899	2 458 855	9 682 044	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	75 495			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	171 991			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Éléments relevant de plusieurs postes du bilan

(entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations	14 135 146		
Créances rattachées à des participations	7 292 357		
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	220 753		
Autres créances			
Capital souscrit et appelé non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32 592		
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits de participation			
Autres produits financiers	60 408		
Charges financières			

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	107 485
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	65 622
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	173 107

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 736
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	86 064
Dettes fiscales et sociales	9 898
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	
TOTAL	105 698

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	3 404	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	3 404	

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	970 513	8
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	970 513	8

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	
Ventes de produits finis	
Prestations de services	554 238
TOTAL	554 238

Répartition par marché géographique	Montant
France	554 238
Etranger	
TOTAL	554 238

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	-918 521	
Résultat exceptionnel (et participation)	-6 789	
Résultat comptable	-379 437	

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Autres engagements donnés :	
TOTAL	
Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Avals, cautions et garanties	
Autres engagements reçus :	
TOTAL	
Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Rémunérations des dirigeants

	Montant
REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES : - des organes d'administration - des organes de direction - des organes de surveillance	

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	2	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		
Ouvriers		
TOTAL	2	

Résultats des 5 derniers exercices

Nature des Indications / Périodes	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
Durée de l'exercice	12 mois				
I - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	7 764 104	7 764 104	7 764 104	7 764 104	7 764 104
b) Nombre d'actions émises					
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
II - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	554 238	372 109	1 095 547	1 088 175	1 020 880
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	-678 071	1 979 263	104 938	1 136 164	-15 289
c) Impôt sur les bénéfices	-545 872	-181 937	7 493	1 662	-96 378
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	-132 199	2 161 200	97 445	1 134 502	81 089
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	-379 437	1 038 336	122 299	1 233 282	-127 955
f) Montants des bénéfices distribués		0	0	873 461	873 461
g) Participation des salariés					
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements		0	0	1	0
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions		0	0	1	0
c) Dividende versé à chaque action		0	0	1	1
IV - Personnel :					
a) Nombre de salariés	2	3	3	3	3
b) Montant de la masse salariale	326 477	365 287	372 238	331 940	358 852
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	134 396	149 778	180 368	172 535	178 714

SA HOTELIM

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2021

SA HOTELIM

9-11-13 avenue Myron Herrick
75008 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société HOTELIM SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Référentiel comptable » de l'annexe des comptes consolidés qui expose le changement de méthodes comptables relatif à l'application du règlement ANC 2020-01.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, [le cas échéant : outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation »,] nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Comme mentionné ci-avant, la note « Référentiel comptable » et « Application des méthodes préférentielles énoncées au paragraphe 300 du règlement 2020-01 » de l'annexe expose le changement de méthodes comptables relatif à l'application du règlement ANC 2020-01.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris, le 20 mai 2022

Le commissaire aux comptes
PwC Entrepreneurs Audit France



Laurent DELCOURT

Bilan consolidé

ACTIF	Montant Brut	Dépréciation	31/12/2021	31/12/2020
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Ecart d'acquisition	17 436 974	9 837 062	7 599 912	7 838 269
Marques				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits similaires	421 726	381 245	40 481	37 303
Immobilisations incorporelles en crédit bail et contrats assimilés				
Autres immobilisations incorporelles	71 675	62 748	8 927	9 577
Immobilisation incorporelles en cours				
Avances, acomptes immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 150 131	13 787	2 136 344	2 136 344
Constructions	42 540 641	32 518 801	10 021 840	11 628 765
Installations techniques, matériel, outillage	5 421 622	4 671 587	750 035	906 388
Immobilisations corporelles en crédit bail et contrats assimilés				
Autres immobilisations corporelles	4 464 531	3 310 420	1 154 111	1 235 888
Immobilisations corporelles en cours	144 275		144 275	66 094
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participations	1 500 811	1 146 089	354 722	354 695
Créances rattachées à des participations	691 375	691 375		
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	93 874		93 874	92 868
Liaison Titres				
TITRES MIS EN EQUIVALENCE				
Actif immobilisé	74 937 635	52 633 114	22 304 521	24 306 191
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	117 809		117 809	115 589
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	18 084		18 084	15 654
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	293 824	24 619	269 205	163 448
AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances fiscales				
Actifs d'impôts différés	10 432		10 432	10 916
Créances sociales				
Autres créances	5 669 742	61 121	5 608 621	5 825 332
Charges constatées d'avance	50 674		50 674	39 178
Capital souscrit, appelé et non versé				
Frais d'émission d'emprunt				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
Liaison Bilan				2
Ecart d'arrondi actif				
TRESORERIE ET EQUIVALENTS				
Valeurs mobilières de placement	2 051 940		2 051 940	2 074 823
Actions propres				
Disponibilités	22 308 757		22 308 757	19 482 820
Actif circulant	30 521 262	85 740	30 435 522	27 727 762
TOTAL ACTIF	105 458 897	52 718 854	52 740 043	52 033 953

Bilan consolidé

PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel	7 764 104	7 764 104
Primes d'émission, de fusion, d'apport	10 266 806	10 266 806
Ecarts de réévaluation		
Ecarts de réévaluation groupe		
Réserve légale	679 636	628 019
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserve réglementée		
Autres réserves		
Réserve du groupe	13 181 396	16 803 651
Ecarts de conversion groupe		
Report à nouveau	1 547 669	560 950
RESULTAT GROUPE	923 474	-2 583 922
Subventions d'investissement		
Titres en auto-contrôle		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Capitaux propres	34 363 085	33 439 608
Intérêts hors groupe	1 467 746	1 425 523
Ecarts de conversion hors groupe		
Résultat hors groupe	118 393	42 223
Intérêts minoritaires	1 586 139	1 467 746
Ecart acquisition négatif		
Provisions pour engagements de retraite et avantages similaires		
Provisions pour litige	354 823	319 522
Provisions pour restructuration		
Provisions pour perte de change		
Autres provisions	64 772	85 864
Provisions pour risques et charges	419 595	405 386
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 744 758	11 992 068
Emprunts en crédit-bail		
Concours bancaires courants	2 092	1 925
Autres dettes financières	94 040	137 544
FOURNISSEURS		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 865 604	1 358 375
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 137	2 137
AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	307 353	344 675
Dettes fiscales	1 116 749	1 437 018
Impôts différés passifs	1 180 747	1 385 400
Dettes sociales		
Autres dettes	49 779	54 314
Produits constatés d'avance	7 960	7 751
Ecart de conversion passif		
Ecart d'arrondi passif	5	6
Passif circulant	16 371 224	16 721 213
TOTAL PASSIF	52 740 043	52 033 953

Compte de résultat consolidé

Rubrique	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises	297 247	194 798
Ventes de marchandises Export		
Ventes de biens		
Ventes de biens Export		
Ventes de services	12 252 977	8 121 025
Ventes de services Export		
Autres revenus		
Chiffre d'affaires net	12 550 224	8 315 823
Production stockée		
Production immobilisée	24 150	22 562
Subventions d'exploitation	1 550 264	530 160
Reprises sur dépréciations, amortissements, transfert	75 225	113 777
Autres produits	782	708
Autres produits d'exploitation	1 650 421	667 207
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	53 009	35 683
Variation de stock de marchandises	-47	351
Achats de matières premières et autres appro.	692 723	467 262
Variation de stock matières premières et approvisionnements	-4 633	25 330
Autres achats et charges externes	5 438 816	4 389 728
Impôts, taxes et versements assimilés	625 210	558 932
Salaires et traitements	3 123 551	2 571 624
Charges sociales	604 932	555 029
Dotations d'exploitation aux amortissements et dépréciations des immobilisations	2 226 522	2 130 715
Dotations d'exploitation aux dépréciations et provisions	35 649	34 961
QP de résultat sur opérations faites en commun		
Autres charges	617 415	524 442
Charges d'exploitation	13 413 147	11 294 057
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT DEPRECIATIONS DE L'ECART D'ACQUISITION	787 498	-2 311 027
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	238 357	285 903
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES DEPRECIATIONS DE L'ECART D'ACQUISITION	549 141	-2 596 930

Compte de résultat consolidé

Rubrique	31/12/2021	31/12/2020
Produits financiers de participations		
Produit des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo.	-3 461	
Autres intérêts et produits assimilés	97 064	94 901
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produit nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Gains de change		
Autres produits financiers		
Produits financiers	93 603	94 901
Dotations financières aux amortissements et provisions	10 000	1 011 177
Intérêts et charges assimilés	79 893	47 701
Différences négatives de change		141
Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de placement		
Pertes de change		
Autres charges financières	-1	1
Charges financières	89 892	1 065 020
RESULTAT FINANCIER	3 711	-970 119
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	552 852	-3 567 049
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 048	
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	45 080	1 134 456
Reprises sur provisions et transferts de charges	21 092	40 783
Autres produits exceptionnels		
Produits exceptionnels	70 220	1 175 239
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 101	19 514
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 637	2 150
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	14 797	12 037
Autres charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles	19 535	33 701
RESULTAT EXCEPTIONNEL	50 685	1 141 538
Impôts exigibles	-234 161	-89 991
Impôts différés	-204 169	206 179
Impôts sur les bénéfices	-438 330	116 188
Résultat des sociétés intégrées	1 041 867	-2 541 699
Résultat net des entreprises en cours de cession		
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDÉS	1 041 867	-2 541 699
RESULTAT GROUPE	923 474	-2 283 991
RESULTAT HORS GROUPE	118 393	-257 708
Résultat par action	0,95153	-2,35339
Résultat dilué par action	0,95153	-2,35339

Soldes Intermédiaires de Gestion consolidés

Rubrique	31/12/2021	%	31/12/2020	%	Variation	%
Ventes marchandises	297 247	2,36	194 798	2,34	102 449	52,59
- Coût d'achat des marchandises vendues	52 962	0,42	36 034	0,43	16 928	46,98
Marge commerciale	244 285	1,94	158 764	1,90	85 521	53,87
Production vendue	12 252 977	97,44	8 121 025	97,39	4 131 952	50,88
+ Production stockée						
- Déstockage de production						
+ Production immobilisée	24 150	0,19	22 562	0,27	1 588	7,04
Production de l'exercice	12 277 127	97,64	8 143 587	97,66	4 133 540	50,76
- Achats de matières premières et approvisionnements	692 723	5,51	467 262	5,60	225 461	48,25
- Variation de stock	-4 633	-0,04	25 330	0,30	-29 963	-118,29
- Sous-traitance directe						
Marge brute de production	11 589 037	92,16	7 650 995	91,76	3 938 042	51,47
PRODUCTION + VENTES DE MARCHANDISES	12 574 374	100,00	8 338 385	100,00	4 235 989	50,80
MARGE BRUTE GLOBALE	11 833 322	94,11	7 609 759	93,66	4 023 583	51,52
- Autres achats et charges externes	5 438 816	43,25	4 389 728	52,64	1 049 088	23,90
Valeur ajoutée	6 394 506	50,85	3 420 031	41,02	2 974 475	86,97
+ Subventions d'exploitation	1 550 264	12,33	530 160	6,36	1 020 104	192,41
- Impôts, taxes et versements assimilés	625 210	4,97	558 932	6,70	66 278	11,86
- Charges de personnel	3 728 483	29,65	3 126 653	37,50	601 830	19,25
Excédent brut d'exploitation	3 591 077	28,58	264 606	3,17	3 326 471	NS
+ Reprises sur charges calculées, transferts	75 225	0,60	113 777	1,36	-38 552	-33,88
+ Autres produits	782	0,01	708	0,01	74	10,45
- Dotations aux amortissements et aux provisions	2 282 171	17,99	2 185 676	25,97	96 495	4,46
- Autres charges	617 415	4,91	524 442	6,29	92 973	17,73
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT DEPRECIATIONS DE L'ECART D'ACQUISITION	787 498	6,28	-2 311 027	-27,72	3 098 525	-134,08
- Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	238 357	1,90	285 903	3,43	-47 546	-16,63
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES DEPRECIATIONS DE L'ECART D'ACQUISITION	549 141	4,37	-2 596 930	-31,14	3 146 071	-121,15
+ Quote-part de résultat sur opérations faites en commun						
+ Produits financiers	97 064	0,77	94 901	1,14	2 163	2,28
- Quote-part de résultat sur opérations faites en commun						
- Charges financières	93 353	0,74	1 065 020	12,77	-971 667	-91,23
Résultat courant avant impôt	552 852	4,40	-3 567 049	-42,78	4 119 901	-115,50
Produits exceptionnels	70 220	0,56	1 175 239	14,09	-1 105 019	-94,03
- Charges exceptionnelles	19 535	0,16	33 701	0,40	-14 166	-42,03
Résultat exceptionnel	50 685	0,40	1 141 538	13,69	-1 090 853	-95,56
- Impôts dus sur les bénéfices	-234 161	-1,86	-89 991	-1,08	-144 170	160,20
- Impôt sur les bénéfices	-204 169	-1,62	206 179	2,47	-410 348	-189,03
Résultat sociétés intégrées	1 041 867	8,29	-2 541 699	-30,48	3 583 566	-140,99
Résultat net des entreprises en cours de cession						
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDÉS	1 041 867	8,29	-2 541 699	-30,48	3 583 566	-140,99
RESULTAT GROUPE	923 474	7,34	-2 283 991	-27,39	3 207 465	-140,43
RESULTAT HORS GROUPE	118 393	0,94	-257 708	-3,09	376 101	-145,94
Produits des cessions des éléments d'actifs						
- Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	2 914				2 914	
Plus ou moins values sur cessions	-2 914				-2 914	

Tableau de flux de trésorerie consolidé

En Euros	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net consolidé	1 041 867	-2 541 699
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Amortissements et provisions (1)	2 501 655	3 431 002
Variation des impôts différés	-204 169	206 179
Plus-values de cession, nettes d'impôt	2 914	
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	3 342 267	1 095 482
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	240 124	-2 118 347
<i>Dont stocks</i>	-4 648	25 859
<i>Dont créances d'exploitation</i>	62 136	-651 074
<i>Dont dettes d'exploitation</i>	182 636	-1 493 132
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 582 391	-1 022 865
Acquisition d'immobilisations	-671 904	-589 392
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	183 214	
Incidence des variations de périmètres (2)		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-488 690	-589 392
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-50 400
Dividendes en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	75 519	5 587 642
Remboursements d'emprunts	-366 333	-878 694
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-290 814	4 658 548
Incidence des variations de cours des devises		
VARIATION DE TRÉSORERIE	2 802 887	3 046 291
Trésorerie d'ouverture	21 555 718	18 509 427
Trésorerie de clôture	24 358 605	21 555 718

(1) A l'exclusion des provisions sur actif circulant

(2) Prix d'achat ou de vente augmenté ou diminué de la trésorerie acquise ou versée

ANNEXE

1. INFORMATIONS RELATIVES AU REFERENTIEL COMPTABLE, AUX MODALITES DE CONSOLIDATION ET AUX METHODES ET REGLES D'EVALUATION	14
A. REFERENTIEL COMPTABLE.....	14
B. MODALITES DE CONSOLIDATION.....	14
1. Périmètre de consolidation.....	14
2. Retraitement de consolidation.....	14
3. Opérations réciproques.....	15
4. Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées.....	15
5. Application des méthodes préférentielles énoncées au paragraphe 300 du règlement 2020-01.....	15
6. Traitement des écarts d'acquisition.....	15
C. METHODES ET REGLES D'EVALUATION.....	15
1. Changements comptables.....	15
2. Immobilisations incorporelles.....	15
3. Immobilisations corporelles.....	16
4. Immobilisations financières.....	16
5. Provisions pour risques et charges.....	16
6. Stocks.....	16
7. Créances et dettes.....	16
8. Valeurs mobilières de placement.....	17
9. Impôts différés.....	17
10. Engagements vis-à-vis du personnel.....	17
11. Régime d'intégration fiscale.....	17
2. INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	18
A. ORGANISATION DU GROUPE HOTELIM.....	18
B. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES ET MODE DE CONSOLIDATION.....	18
C. ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	19
1. Engagements donnés.....	19
2. Engagements reçus.....	19
D. AUTRES FAITS SIGNIFICATIFS.....	19

3. INFORMATION PERMETTANT LA COMPARABILITE DES COMPTES.....	20
A. INFORMATIONS RELATIVES AUX VARIATIONS DU PERIMETRE ET POURCENTAGES D'INTERETS... 20	
1. <i>Entrée dans le périmètre de consolidation</i>	20
2. <i>Sortie du périmètre de consolidation</i>	20
3. <i>Changement de méthode de consolidation sans changement du périmètre de consolidation</i>	20
4. <i>Modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation</i>	20
5. <i>Acquisitions et cessions réalisées après la date de clôture</i>	20
6. <i>Autres informations sur le périmètre de consolidation</i>	20
B. INFORMATIONS RELATIVES AUX CHANGEMENTS COMPTABLES	20
C. POSTES DU BILAN CONSOLIDE.....	21
D. ACTIF IMMOBILISE	21
1. <i>Immobilisations incorporelles</i>	21
2. <i>Immobilisations corporelles</i>	21
3. <i>Immobilisations financières</i>	21
4. <i>Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles</i>	22
E. AUTRES POSTES D'ACTIF	22
F. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	23
1. <i>Capitaux propres part du groupe</i>	23
1. <i>Capitaux propres hors groupe</i>	23
G. AUTRES POSTES DE PASSIF	24
1. <i>Provisions</i>	24
2. <i>Impôt sur les résultats</i>	24
3. <i>Impôts différés par société</i>	25
4. <i>Emprunts et dettes financières à long et moyen terme</i>	25
H. POSTES DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	26
1. <i>Charges de personnel et effectif</i>	26
2. <i>Charges relatives aux frais de recherche et de développement</i>	26
3. <i>Charges et produits d'exploitation</i>	26
4. <i>Charges et produits financiers</i>	26
5. <i>Charges et produits exceptionnels</i>	26
4. AUTRES INFORMATIONS	27
A. INFORMATION SECTORIELLE	27
B. AUTRES INFORMATIONS DIVERSES	27
1. <i>Événements postérieurs à la clôture</i>	27
2. <i>Crise sanitaire COVID-19</i>	27
3. <i>Tableaux des flux de trésorerie</i>	28
4. <i>Information sur les avantages des organes d'administration et des dirigeants</i>	28
5. <i>Honoraires Commissaires aux Comptes</i>	28

1. Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation et aux méthodes et règles d'évaluation

A. Référentiel comptable

Le Groupe établit ses comptes en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France, selon le règlement 2020-01 du 9 octobre 2020 de l'Autorité des Normes Comptables qui a remplacé le règlement CRC 99-02 du 29 avril 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales.

Ce nouveau règlement est applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021.

A compter du 1er janvier 2021, les méthodes préférentielles du règlement CRC 99-02 sont devenues des méthodes obligatoires dans les comptes consolidés à l'exception de la méthode de comptabilisation à l'avancement des contrats à long terme (maintien du choix simple du PCG entre achèvement et avancement), de l'enregistrement en résultat des écarts de conversion des actifs et passifs monétaires dont la possibilité est supprimée et le provisionnement des engagements de retraite qui demeure d'application optionnelle.

Le nouveau règlement s'applique de manière prospective aux transactions survenant après la date de première application ainsi qu'aux contrats conclus après cette date. L'absence de rétroactivité signifie que des opérations de même nature survenues avant et après le 1er janvier 2021 seront comptabilisées selon les méthodes comptables en vigueur respectivement avant et après cette date.

Les états de synthèse présentent un exercice comparatif conformément au format prescrit par le nouveau règlement.

L'application du nouveau règlement n'a pas d'impact matériel sur les comptes consolidés du Groupe et n'altère pas la comparabilité des exercices.

Ils ne résultent pas d'une obligation légale, un seul seuil étant dépassé (total du bilan).

Ils sont constitués du bilan, du compte de résultat et de l'annexe. Les valeurs sont exprimées en Euros.

B. Modalités de consolidation

1. Périmètre de consolidation

Les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement 50% des droits sociaux sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le groupe détient une participation supérieure à 20% et exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Au 31 décembre 2021, comme au 31 décembre 2020, il n'y a aucune société consolidée par mise en équivalence.

2. Retraitement de consolidation

Les règles et méthodes appliquées par les filiales entrant dans le périmètre de consolidation font l'objet de retraitements afin de les rendre homogènes à celles du Groupe.

Les retraitements de consolidation pratiqués sont conformes au règlement 2020-01.

3. Opérations réciproques

Les opérations réciproques ainsi que les éventuels résultats de cession résultant d'opérations entre les sociétés du Groupe sont éliminés.

4. Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

L'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation ont arrêté leurs exercices sociaux le 31 décembre.

L'exercice clos au 31 décembre a une durée de 12 mois.

5. Application des méthodes préférentielles énoncées au paragraphe 300 du règlement 2020-01

Elles sont toutes mises en œuvre au sein du groupe, pour autant qu'elles trouvent à s'appliquer et qu'elles présentent un caractère significatif.

Ainsi, compte tenu du caractère non significatif, il a été convenu de ne pas retraiter les crédits baux mobiliers.

6. Traitement des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des sociétés consolidées et la part du groupe dans leurs actifs nets à la date de prise de participations.

Lorsque cette différence est positive, elle est immobilisée à l'actif du bilan consolidé et amortie selon la méthode linéaire sur une durée de 10 ans et lorsqu'elle est négative, elle est inscrite au bilan dans les provisions.

Dans le cas des SCI transformées en SARL, l'écart d'acquisition a été ventilé conformément aux traités d'apport, le solde étant imputé en écart de première consolidation. Les écarts d'évaluation (terrain & construction) sont les suivants :

Société	Ecart d'évaluation					Ecart d'acquisition		
	Terrain	Construct.	Total brut	Cumul amort.	Montant net	Montant brut	Cumul amort.	Montant net
SARL Créteil Mesly	106 809	1 009 890	1 116 499	774 641	341 858	76 300	76 300	
SARL Rosnybois	110 115	991 040	1 101 155	750 414	350 741	60 119	60 119	
SARL Delta Rungis	161 074	1 461 165	1 622 259	1 094 786	527 473	40 768	40 768	
SARL Le Bourget	35 143	388 774	423 917	289 144	134 773	179 720	179 720	
SARL Saint Raphaël						214 065	214 065	
SNC Sogegone						1 534 920	1 534 920	
SARL DJRP						1 721 080	1 721 080	
SNC ReInca						1 842 455	1 842 455	
SARL Dromhotel						1 608 978	1 608 978	
SARL Mezal						1 171 076	1 171 076	
SARL Balbercy						951 109	951 109	
SAS Suite Hotel						1 907 933	436 472	1 471 461
TOTAL	412 941	3 850 889	4 263 830	2 908 985	1 354 845	11 308 523	9 837 062	1 471 461

C. Méthodes et règles d'évaluation

1. Changements comptables

Aucun changement comptable.

2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les fonds de commerce ne sont pas amortis, cependant lorsque leur valorisation devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée

3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Le coût d'acquisition comprend les intérêts capitalisés s'il s'agit d'un investissement significatif financé par emprunt spécifique.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie économique.

Nous avons appliqué les recommandations indiquées par l'instruction fiscale du 30 décembre 2005 qui préconise l'identification, pour les actifs immobiliers, des cinq composants suivants :

- Gros œuvre ;
- Toiture ;
- Façade et étanchéité ;
- Installations techniques ;
- Agencements.

Chacun des composants fait l'objet d'un amortissement fonction de la durée de vie d'utilité réelle.

Dans les comptes sociaux, le gros œuvre est amorti fiscalement sur une durée comprise entre 25 et 30 ans selon l'établissement. Dans les comptes consolidés, la durée d'amortissement retenue pour ce type de composant a été harmonisée à 40 ans.

4. Immobilisations financières

Elles sont enregistrées à leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire, estimée d'après leur quote-part d'actif net et leur perspective de rentabilité ou leur valeur d'utilité, est inférieure à la valeur brute comptable ci-dessus définie, une provision est constituée pour enregistrer sa dépréciation.

5. Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC n°2000-06, sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

6. Stocks

Les stocks sont valorisés au coût de revient ou à la valeur de marché. Le coût de revient est déterminé suivant la méthode du « Premier entré – Premier sorti » (F.I.F.O.).

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

7. Créances et dettes

Les créances et dettes sont enregistrées à leur valeur nominale. Les dettes et créances existant entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont éliminées.

Les créances font l'objet d'une provision dès lors qu'elles présentent un risque de non recouvrement. Les provisions sont déterminées en prenant en compte notamment l'ancienneté des créances, l'avancement des procédures engagées et les garanties obtenues.

8. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées au coût historique. Le prix de revient des valeurs mobilières cédées est déterminé selon la règle du FIFO.

Au 31 décembre 2021, la valeur du portefeuille est de 2 051 940 euros.

9. Impôts différés

Les impôts différés sont calculés pour chaque entité, sur la base d'une analyse bilancielle, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs renseignés au bilan comptable et leur base fiscale correspondante. Cette dernière dépend des règles fiscales en vigueur dans les pays où le groupe gère ses activités. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les actifs et les passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Par mesure de prudence, les déficits fiscaux du groupe, qui concernent la société Hofidev pour un montant de 17 067 €, la société Suite Hôtel pour 600 008 € et le groupe d'intégration fiscal Hotelim pour 520 544 €, n'ont pas été activés au 31 décembre 2021.

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation sont des sociétés ayant leur siège social en France. Le taux de 25% a été retenu pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 contre 26,50% au 31 décembre 2020. Ces taux tiennent compte de l'échéance des actifs et passifs d'impôts différés constatés dans les comptes consolidés.

Le montant de l'impôt sur le bénéfice apparaissant au compte de résultat, comprend ainsi :

- l'impôt à payer au titre de l'exercice
- la charge ou le crédit d'impôt résultant de la prise en compte des décalages temporaires.

Les plus-values nettes long terme réalisées dans le cadre de cessions de titres de participation sont imposables au taux de 0% sous déduction d'une quote-part pour frais et charges correspondant à 12% de la plus-value réalisée. Cette quote-part restant imposable au taux normal d'impôt sur les sociétés. Dans l'hypothèse retenue d'une cession de parts au lieu d'une cession d'immeuble, il a été convenu de constater un impôt différé passif au taux de 3 %, correspondant à l'impôt sur la quote-part pour frais et charges, concernant les écarts d'évaluation.

10. Engagements vis-à-vis du personnel

Les engagements de fin de carrière ont été comptabilisés nets d'impôt différé. Au 31 décembre 2021, l'engagement net d'impôt s'élève à 241 K€ contre 235 K€ au 31 décembre 2020.

Hypothèses retenues :

- Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- Convention collective : HCR
- Taux d'actualisation : 0.98 % contre 0.34% en 2020
- Taux de progression annuelle des salaires : 1% pour les cadres, 1% pour les non cadres
- Taux de rotation du personnel : faible pour les cadres, fort pour les non cadres
- Age de départ retenu : 60-67 ans
- Taux de charges sociales : 34 %
- Table de mortalité : INSEE 2021

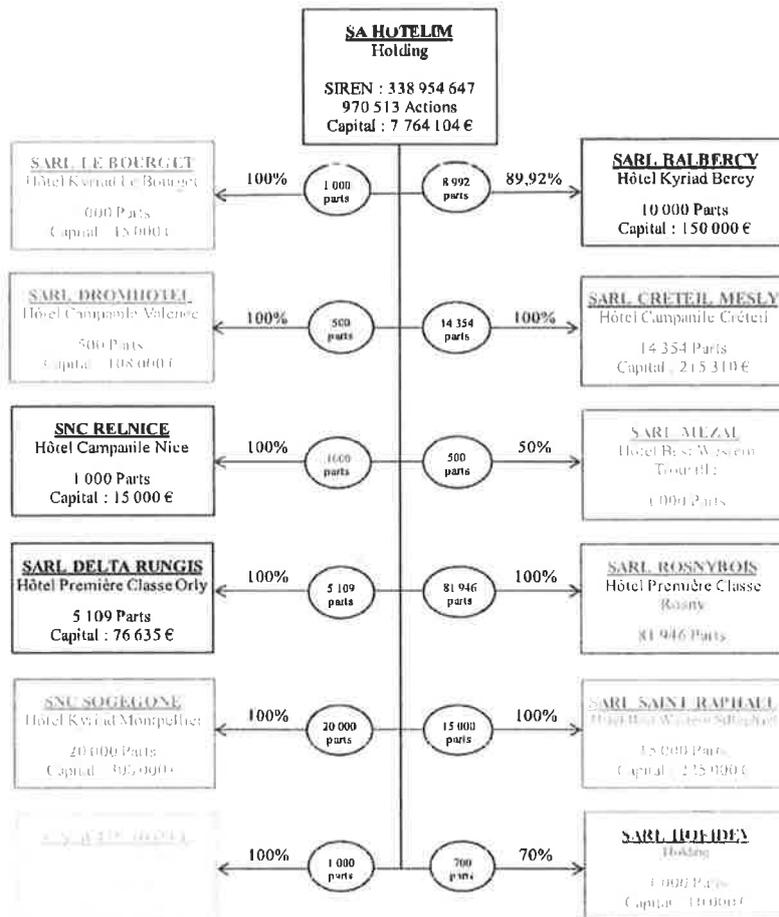
11. Régime d'intégration fiscale

La SA Hotelim et certaines de ses filiales forment un groupe d'intégration fiscale.

Les conventions prévoient que chaque filiale constate dans ses propres comptes la charge d'impôt qui lui est propre ou l'économie d'impôt réalisée par le groupe en cas de déficit.

2. Informations relatives au périmètre de consolidation

A. Organisation du Groupe HOTELIM



B. Liste des sociétés consolidées et mode de consolidation

Société mère : SA HOTELIM – 11, avenue Myron Herrick 75008 PARIS – Siret : 33895464700073

Société	Siret	% de détention		% intérêt	% contrôle	Méthode de consolidation
		directe	indirecte			
SARL Balbercy	392 327 599 00016	89.92%	0.00%	89.92%	89.92%	Intégration globale
SARL Le Bourget	344 528 997 00028	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Créteil Mesly	338 982 242 00020	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Delta Rungis	344 317 045 00021	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Hofidev	828 742 510 00013	70.00%	0.00%	70.00%	70.00%	Intégration globale
SARL Mezal	421 451 600 00017	50.00%	0.00%	50.00%	50.00%	Intégration globale
SNC Reince	342 083 607 00032	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Rosnybois	344 529 318 00026	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Saint Raphaël	383 417 888 00021	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SNC Sogegone	344 629 118 00011	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SAS Suite Hotel	419 564 232 00025	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Dromhotel	429 645 799 00025	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale

Les comptes de la société HOTELIM Maroc, filiale détenue à 80% par la société HOTELIM, ne présentent pas un caractère significatif et ne sont, par conséquent, pas consolidés.

La filiale Brasserie à la Mode détenue par Hofidev n'est pas intégrée au périmètre de consolidation dans la mesure où sa participation est inférieure au seuil d'influence notable. Les titres de cette dernière figurent donc à l'actif du bilan consolidé pour un montant brut de 999 K€ et sont provisionnés à 100% au 31 décembre 2020.

C. Engagements hors bilan

1. Engagements donnés

Aucun engagement donné

2. Engagements reçus

Aucun engagement reçu

D. Autres faits significatifs

Aucun autre fait significatif

3. Information permettant la comparabilité des comptes

A. Informations relatives aux variations du périmètre et pourcentages d'intérêts

1. *Entrée dans le périmètre de consolidation*

Aucune entrée dans le périmètre de consolidation.

2. *Sortie du périmètre de consolidation*

Aucune sortie du périmètre de consolidation.

3. *Changement de méthode de consolidation sans changement du périmètre de consolidation*

Aucun changement de méthode de consolidation, sans changement de périmètre de consolidation n'est intervenu.

4. *Modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation*

Aucune modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation n'a été réalisée à la date d'établissement des comptes consolidés.

5. *Acquisitions et cessions réalisées après la date de clôture*

Aucune cession ou acquisition n'a été réalisée à la date d'établissement des comptes consolidés.

6. *Autres informations sur le périmètre de consolidation*

Néant.

B. Informations relatives aux changements comptables

L'application du règlement ANC 2020-01 relatifs aux comptes consolidés applicables aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021 constitue un changement de méthodes comptables résultant d'un changement de réglementation comptable.

Explications des postes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations
C. Postes du bilan consolidé

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes individuels des sociétés. Ils n'ont fait l'objet d'aucun retraitement dans la mesure où les divergences ne sont pas significatives.

Toutes les sociétés consolidées établissent leurs comptes en Euros.

D. Actif immobilisé
1. Immobilisations incorporelles

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Variations périmètre	Virement	Clôture
Ecart d'acquisition	11 308 523					11 308 523
Ecart d'acquisition	11 308 523					11 308 523
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	432 032	3 372	13 678			421 726
Fonds commercial	6 128 451					6 128 451
Autres immobilisations incorporelles	76 948		5 273			71 675
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Immobilisations incorporelles	6 637 431	3 372	18 951			6 621 852

2. Immobilisations corporelles

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Variations périmètre	Virement	Clôture
Terrains	2 150 131					2 150 131
Constructions	42 490 134	56 163	7 156		1 500	42 540 641
Installations techniques, matériel, outillage	5 566 319	81 517	229 833		3 619	5 421 622
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations en cours	4 688 404	221 420	469 223		23 930	4 464 531
Avances et acomptes	66 094	110 385			(32 204)	144 275
Immobilisations corporelles	54 961 082	469 485	706 212		(3 155)	54 721 200

3. Immobilisations financières

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Variations périmètre	Virement	Clôture
Titres de participations	1 500 784	27				1 500 811
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts	92 868	1 093	87			93 874
Autres immobilisations financières						
Créances rattachées à des participations	681 375	193 127	183 127			691 375
Immobilisations financières	2 275 027	194 247	183 214			2 286 060

Les titres de participation non consolidés sont relatifs à des sociétés dont le taux de détention est inférieur à 20 % ou en cours d'arrêt d'exploitation.

4. Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Rubriques	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Ecart d'acquisition	9 598 705	238 357		9 837 062
Ecart d'acquisition	9 598 705	238 357		9 837 062
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	394 729	5 644	19 128	381 245
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	67 371		4 623	62 748
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations incorporelles	462 100	5 644	23 751	443 993
Terrains				
Constructions	13 787			13 787
Installations techniques, matériel, outillage	30 861 369	1 663 392	5 960	32 518 801
Autres immobilisations corporelles	4 659 931	238 282	226 626	4 671 587
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	3 452 516	331 771	470 712	3 313 575
Immobilisations corporelles	38 987 603	2 233 445	703 298	40 517 750
TOTAL	49 048 408	2 477 446	727 049	50 798 805

E. Autres postes d'actif

Rubriques	Valeur brute	Provisions (cumul dotations)	Reprises (de la période)	Valeur nette au 31/12/2021	Valeur nette au 31/12/2020
Matières premières, approvisionnements	117 809			117 809	115 589
Marchandises	18 084			18 084	15 654
Avances et acomptes versés sur commandes					
Stocks et en cours	135 893			135 893	131 243
Créances clients et comptes rattachés	293 824	24 619		269 205	163 448
Actifs d'impôts différés	10 432			10 432	10 916
Autres créances	5 669 742	61 121		5 608 621	5 825 332
Capital souscrit, appelé et non versé					
Créances	5 973 998	85 740		5 888 258	5 999 696
Valeurs mobilières de placement	2 051 940			2 051 940	2 074 823
Actions propres					
Disponibilités	22 308 757			22 308 757	19 482 820
Divers	24 360 697			24 360 697	21 557 643
Charges constatées d'avance	50 674			50 674	39 178
Ecart d'arrondi actifs					2
Comptes de régularisation	50 674			50 674	39 180
TOTAL	30 521 262	85 740		30 435 522	27 727 762

F. Tableau de variation des capitaux propres consolidés
1. Capitaux propres part du groupe

Variation	Capital social	Primes	Réserves société mère	Part du groupe dans		Capitaux propres part groupe
				les réserves consolidés	le résultat consolidé	
Au 31 décembre 2019	7 764 104	10 266 806	1 066 670	14 527 831	2 399 861	36 025 272
Affectation résultat en réserves			122 299	2 277 562	(2 399 861)	
Distribution dividendes						
Résultat 2020					(2 583 922)	(2 583 922)
Autres variations						
Au 31 décembre 2020	7 764 104	10 266 806	1 188 969	16 803 651	(2 583 922)	33 439 608
Affectation résultat en réserves			1 038 336	(3 622 258)	2 583 922	
Distribution dividendes						
Résultat 2021					923 474	923 474
Autres variations				3		3
Au 31 décembre 2021	7 764 104	10 266 806	2 227 305	13 181 396	923 474	34 363 085

Les intérêts minoritaires négatifs de la société Hofidev d'un montant de 301 669 € ont été imputés sur les capitaux propres du groupe au 31/12/2021. Cette imputation a impacté négativement :

- Les réserves du groupe d'un montant de 301 669 €
- Le résultat du groupe = non significatif en 2021

1. Capitaux propres hors groupe

Variation	Part des minoritaires		Intérêts minoritaires
	les réserves consolidés	le résultat consolidé	
Au 31 décembre 2019	1 246 176	228 009	1 474 185
Affectation résultat en réserves	177 609	(177 609)	
Distribution dividendes		(50 400)	(50 400)
Résultat 2020		42 223	42 223
Autres variations	1 738		
Au 31 décembre 2020	1 425 523	42 223	1 467 746
Affectation résultat en réserves	42 223	(42 223)	
Distribution dividendes			
Résultat 2021		118 393	118 393
Autres variations			
Au 31 décembre 2021	1 467 746	118 393	1 586 139

G. Autres postes de passif
1. Provisions

Rubriques	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Provisions pour risques	85 864		21 092	64 772
Provisions pour charges	319 522	41 755	6 454	354 823
Provisions pour risques et charges	405 386	41 755	27 546	419 595
Provisions sur titres de participation	1 146 089			1 146 089
Provisions sur créances rattachées	681 375	10 000		691 375
Provisions sur immobilisations financières	1 827 464	10 000		1 837 464
Provisions sur comptes clients	45 618		20 999	24 619
Provisions sur autres créances	61 121			61 121
Provisions sur créances	106 739		20 999	85 740
TOTAL	2 339 589	51 755	48 545	2 342 799

2. Impôt sur les résultats

Rapprochement entre charge d'impôt théorique et effective

Différence entre charge d'impôt théorique et effective	31/12/2021	31/12/2020
Résultat avant impôt	603 537	-2 425 511
Taux normal d'impôt en France	25,00%	26,50%
Impôt théorique	150 884	26,50% -642 760
Impôt réel	-72,63% -138 331	-1,79% 116 187
Ecart net	(589 215)	758 947

Elements de rapprochement	IS 31/12/2019	IS 31/12/2019
Amortissement des écarts d'acquisition	59 589	75 764
Amortissement des écarts d'évaluation	21 180	22 451
Différences permanentes (TVTS, amendes, Fonds solidarité...)	-352 915	-121 978
Résultats taxés au taux de 31%		-15 000
Provision sur titres non consolidés		264 735
Impact impôts différés changement de taux	-28 860	-66 603
Provision sur créances sociétés non consolidées		
Quote part imposable sur dividendes		12 317
Déficits non activés	-288 209	587 261
Montant rapproché	(589 215)	758 947

3. Impôts différés par société

Société	31/12/2021	31/12/2020
SA Hotelim		
SARL Mezal	5 227	5 987
SAS Suite Hotel	5 205	4 929
Actifs d'impôts différés	10 432	10 916
SA Hotelim	225 874	241 293,00
SARL Balbercy	201 209	241 048
SARL Le Bourget	164 700	198 188
SARL Créteil Mesly	41 422	52 680
SARL Dromhotel	58 845	62 393
SNC ReInce	83 751	99 993
SARL Rosnybois	61 229	79 317
SARL Delta Rungis	123 437	142 879
SARL Saint Raphaël	159 495	191 986
SNC Sogegone	60 789	75 623
Passifs d'impôts différés	1 180 751	1 385 400
PASSIF D'IMPÔTS DIFFÉRÉS NET	1 170 319	1 374 484

4. Emprunts et dettes financières à long et moyen terme

Société	Montant début exercice	Nouveaux emprunts	Rembours. De l'exercice	Montant fin d'exercice	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Hôtel Paris - Créteil							
Hôtel Paris - Orly							
Hôtel Paris - Le Bourget							
Hôtel Paris - Rosny	40 115		40 115		40 115		
Hôtel Paris - Bercy							
Hôtel Paris XV	68 281		68 281		68 281		
Hôtel Montpellier							
Hôtel Nice							
Hôtel Trouville	25 605		25 605		25 605		
Hotelim (siège)	11 858 067	75 495	188 804	11 744 758	2 054 110	9 690 648	
Emprunts auprès des étab. de crédit	11 992 068	75 495	322 805	11 744 758	2 188 111	9 690 648	
Hôtel Paris XV	1 770	24		1 794	1 794		
Hôtel Nice	15			15	15		
Hôtel Trouville	103 268		49 254	54 014	54 014		
Hotelim (siège)	32 491	5 726		38 217	38 217		
Dettes financières diverses	137 544	5 750	49 254	94 040	94 040		
TOTAL	12 129 612	81 245	372 059	11 838 798	2 282 151	9 690 648	

H. Postes du compte de résultat consolidé
1. Charges de personnel et effectif

Les charges de personnel se sont élevées à 3.728 K€ au 31 décembre 2021 contre 3.127 K€ en 2020.

L'effectif moyen au 31 décembre 2021 est composé de 115 personnes, contre 122 au 31 décembre 2020 et 145 au 31 décembre 2019, se décomposant comme suit :

Société	Effectif moyen 2021	Effectif moyen 2020	Effectif moyen 2019
SA Hotelim	3	3	3
SARL Balbercy	20	23	30
SARL Delta Rungis	4	6	9
SARL Rosnybois	6	6	7
SARL Le Bourget	8	8	9
SARL Créteil Mesly	7	7	8
SARL Saint Raphaël	27	27	33
SARL Sogegone	7	9	10
SAS Suite Hotel	8	7	8
SNC ReNice	6	7	6
SARL Dromhotel	7	9	9
SARL Mezal	12	10	13
TOTAL	115	122	145

2. Charges relatives aux frais de recherche et de développement

Non applicable.

3. Charges et produits d'exploitation

Le chiffre d'affaires du groupe est constitué des produits suivants :

- Les ventes de marchandises ;
- Les prestations de services.

Le chiffre d'affaires 2020 s'établit à 10.550 K€ contre 8.316 K€ en 2020 et a évolué comme suit :

En K€	31/12/2021	31/12/2020	Variation		31/12/2019	Variation	
Ventes de marchandises	297	195	102	52,5%	488	(293)	-60,1%
Prestations de services	12 253	8 121	4 132	50,9%	21 853	(13 732)	-62,8%
CHIFFRE D'AFFAIRES	12 550	8 316	4 234	50,9%	22 341	(14 025)	-62,8%

4. Charges et produits financiers

Le résultat financier enregistre d'une part des charges qui s'élèvent à 93 K€ et d'autre part des produits d'un montant de 97 K€.

5. Charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel est positif de 51 K€ pour l'exercice 2021.

4. Autres informations

A. Information sectorielle

Les sociétés du Groupe exercent une activité hôtelière.

B. Autres informations diverses

1. Événements postérieurs à la clôture

Notre société, comme l'ensemble des sociétés qui opère dans le secteur de l'hôtellerie restauration, continue de subir les effets négatifs de la pandémie Covid-19.

Les opérations militaires en Ukraine qui ont commencé le 24 février 2022 et les sanctions prises contre la Russie constituent des événements postérieurs à la clôture qui n'ont pas d'incidence sur l'activité du groupe à la date d'arrêté des comptes de l'exercice clos le 31/12/2021.

Dans ce contexte, les comptes ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation.

2. Crise sanitaire COVID-19

Le régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire pour pandémie liée au Coronavirus (Covid 19), mis en place par la loi du 31 mai 2021, jusqu'au 30 septembre 2021, prolongé une première fois par la loi du 5 août 2021 devait prendre fin le 15 novembre 2021. La loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire publiée au Journal Officiel du 11 novembre 2021 prolonge donc jusqu'au 31 juillet 2022 le régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire.

A la date d'arrêté des comptes, l'entité n'a pas connaissance de nouveaux éléments autres que ceux déjà pris en comptes dans l'évaluation des actifs et l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

L'information donnée ci-après sur les impacts de l'épidémie sur l'activité de la société porte sur les seuls effets de l'évènement jugés pertinents et non sur l'ensemble de ceux-ci, selon l'approche ciblée autorisée par l'Autorité des Normes Comptables. L'ensemble des charges et produits liés à l'épidémie ont été constatés en résultat d'exploitation conformément aux recommandations précitées de l'ANC.

La crise sanitaire est la principale raison de la réduction du chiffre d'affaires de la société, en recul par rapport à l'exercice 2019 mais qui est supérieur à l'année précédente, qui s'explique par des annulations et des reports de réservations compte tenu des diverses contraintes et mesures imposées par le gouvernement.

Dans ce contexte, le groupe a continué d'entreprendre toutes mesures conservatoires en vue de préserver au mieux la trésorerie (recours à l'activité partielle, report des échéances de prêts bancaires, report des échéances de loyers, sollicitation des aides financières au titre du fonds de solidarité, gel des investissements et résiliation des contrats non essentiels à l'exploitation et à la sécurité, etc.).

Le remboursement des prêts garantis par l'Etat débutera au premier semestre 2022.

3. Tableaux des flux de trésorerie

Il est présenté en conformité avec le règlement 2020-01 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté du 29 décembre 2020.

La trésorerie du groupe, dont la variation est analysée dans les tableaux de flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- Trésorerie et équivalent de trésorerie ;
- Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

4. Information sur les avantages des organes d'administration et des dirigeants

Cette information reviendrait à communiquer une rémunération individuelle et à ce titre, elle ne peut être fournie en annexe.

5. Honoraires Commissaires aux Comptes

Les honoraires relatifs au contrôle légal des comptes annuels et consolidés de la société HOTELIM représentent une charge de 72.000 € pour l'exercice 2021.